

*Questions au Feuilleton*

## LES LANGUES OFFICIELLES

**Question n° 3717—M. Herbert:**

Quel pourcentage des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture travaillant au Québec ont l'anglais comme première langue officielle?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** La réponse est 4,4 p. 100.

**Question n° 3718—M. Herbert:**

Quel pourcentage des fonctionnaires du ministère des Communications travaillant au Québec ont l'anglais comme première langue officielle?

**M. Jack Masters (secrétaire parlementaire du ministre des Communications):** En ce qui concerne le ministère des Communications, la réponse est la suivante: selon les données du 29 janvier 1982, trois (3) employés travaillant au Québec ont indiqué l'anglais comme première langue officielle, soit 1,9 p. 100.

**Question n° 3719—M. Herbert:**

Quel pourcentage des fonctionnaires du ministère de la Consommation et des Corporations travaillant au Québec ont l'anglais comme première langue officielle?

**M. Gary F. McCauley (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations):** Sur un total de 1,531 fonctionnaires au Québec, 786 (51 p. 100) indiquent l'anglais comme première langue officielle, réparti comme suit:

Hull:	777 sur 1,259
Montréal:	7 sur 191
Autres:	2 sur 81

**Question n° 3720—M. Herbert:**

Quel pourcentage des fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration travaillant au Québec ont l'anglais comme première langue officielle?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** D'après les dernières données disponibles, en date du 31 décembre 1981, la réponse est la suivante: 68,2 p. 100, y compris les employés de l'administration centrale qui travaillent à Hull (Québec).

**Question n° 3725—M. Herbert:**

Quel pourcentage des fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social travaillant au Québec ont l'anglais comme première langue officielle?

**M. Doug Frith (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Au 29 décembre 1981, de tous les fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social travaillant au Québec, 3,12 p. 100 ont indiqué l'anglais comme première langue officielle.

**Question n° 3726—M. Herbert:**

Quel pourcentage des fonctionnaires du ministère des Travaux publics travaillant au Québec ont l'anglais comme première langue officielle?

**L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics):** La réponse est 2,4 p. 100.

## MASSEY-FERGUSON LIMITED

**Question n° 3746—M. MacKay:**

1. Massey Ferguson Ltée cherche-t-elle à obtenir l'appui du gouvernement pour procéder à une restructuration financière majeure six mois seulement après avoir signé une entente de refinancement de \$715 millions et le gouvernement songe-t-il à modifier l'accord actuel et, le cas échéant, quel effet cela aura-t-il sur les garanties de prêt ou les autres arrangements financiers?

2. Que fait le gouvernement pour protéger les intérêts des contribuables et que fait-on ou propose-t-on pour améliorer le rendement de la société?

3. Le gouvernement est-il au courant des résultats de l'étude récente, commandée par Massey-Ferguson et destinée à améliorer le rendement de la compagnie?

4. Le gouvernement sait-il combien de copies de l'étude ont été a) produites, b) distribuées, c) détruites?

5. Le gouvernement a-t-il des projections des profits ou des pertes prévus de la compagnie pour l'année financière en cours?

6. En décembre 1980, quelles projections la compagnie a-t-elle données au gouvernement au sujet de ses profits pour 1981?

7. Le gouvernement essaiera-t-il d'inciter la compagnie à changer d'administration vu ses pertes énormes?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** En ce qui concerne le ministère de l'Industrie et du Commerce:

1. Non.

2. Le gouvernement surveille constamment les activités de l'entreprise pour s'assurer qu'elle respecte les engagements figurant dans l'accord conclu entre Massey-Ferguson et les autorités fédérales.

3. Massey-Ferguson commande régulièrement des études sur divers aspects de ses affaires dans le cadre de ses efforts pour améliorer son rendement. La société a informé le gouvernement qu'elle n'a pas commandé une étude d'ensemble destinée à améliorer son rendement depuis le refinancement.

4. Voir la réponse à la partie 3.

5. Oui.

6. L'entreprise transmet au gouvernement, à titre confidentiel, des projections sur son exploitation.

7. Le gouvernement ne possède pas de preuves de la nécessité de changer l'administration de la compagnie.

## LE PROGRAMME INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS

**Question n° 3887—M. Fretz:**

Au sujet des réunions du Conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement des communications (PIDC) qui ont eu lieu en juin 1981 à Paris et en janvier 1982 au Mexique, a) quels ministères et organismes non gouvernementaux ont déterminé la forme de participation du Canada, b) sur quels aperçus généraux, objectifs et principes s'est-on entendu lors de la réunion de 1981, c) quelles propositions le gouvernement a-t-il présentées et quels engagements a-t-il pris au point de vue des ressources financières et humaines lors de la réunion de 1982, d) quels mécanismes a-t-on établis et sur quels projets s'est-on entendu et dans quels pays ou régions, e) quels pays font partie du Conseil?

**M. Jack Masters (secrétaire parlementaire du ministre des Communications):** En ce qui concerne le ministère des Communications, la réponse est la suivante: